

Des organisations régionales pour des élections "transparentes" au Burundi

PANA, 01 août 2017 Bujumbura, Burundi - La Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL), a signé, lundi (photo), un protocole d'entente avec l'Institut électoral pour une démocratie durable en Afrique (EISA), siégeant à Johannesburg, en Afrique du Sud, en vue du renforcement des capacités d'une équipe technique conjointe à déployer au Burundi lors des élections générales de 2020, annonce un communiqué conjoint, transmis, mardi, à la PANA. Le Burundi garde les séquelles des tensions autour des précédentes élections générales controversées et émaillées de violences de 2015.

Nombre d'observateurs locaux et étrangers étaient toutefois retirés du processus électoral, estimant qu'il ne répondait pas aux normes internationales d'équité. Le pays s'apprête à retourner aux urnes dans un climat politique toujours délétère et les deux organisations se positionnent à l'avance "afin de mettre en place un mécanisme efficace de collaboration pour promouvoir des processus électoraux transparents et crédibles" au Burundi et dans la région des Grands Lacs. Les deux institutions cherchent "à travailler, en étroite collaboration, dans les domaines de l'assistance technique, pour le court et le long termes". Le protocole d'entente vise aussi à "renforcer les capacités et les échanges entre les organes de gestion des élections et institutions chargés de la promotion de la gouvernance et des principes démocratiques" dans les Etats membres. Les Etats membres de la CIRGL sont l'Angola, le Burundi, la République centrafricaine, la République du Congo, la République démocratique du Congo, le Rwanda, le Sud-Soudan, la Tanzanie, l'Ouganda et la Zambie.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});